

Bison Futé risque de perdre des plumes

Le Figaro - 14/08/2015

« EN DIRECT de Rosny-sous-Bois, le point sur la circulation avec Bison Futé... » C'est désormais le dernier été où l'on peut encore entendre sur nos radios ces quelques mots qui ouvrent les bulletins d'information sur l'état de nos routes. Alors que ce service, né en 1976, allait fêter ses 40 ans d'existence l'an prochain, le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie a décidé de le changer radicalement en 2016.

Pour ce dernier, il s'agit d'une nécessaire réorganisation liée à l'évolution des outils d'information. Mais pour les syndicats, il s'agit d'une démission claire et nette de l'État, qui renoncerait à assurer une mission de service public. « Pour faire des économies, on va sacrifier une structure efficace et utile à plusieurs dizaines de millions d'automobilistes », dénonce Jean Hédou, secrétaire général de Feets FO (Fédération de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services- Force ouvrière).

Concrètement, toute une organisation, associant fonctionnaires du ministère de l'Écologie et une centaine de gendarmes et policiers, va disparaître. En même temps que les forces de l'ordre vont cesser cette collaboration de près de quarante ans, le Centre national de

l'information routière (CNIR), basé à Rosny-sous-Bois, va mettre la clé sous la porte. Les sept centres régionaux d'information et de circulation routière (CRICR) vont également disparaître.

Restera une petite équipe en Île-de-France installée dans des bureaux à la Défense et des services réduits en province rejoignant les directions interdépartementales des routes (DIR).

La technologies au service de l'information routière

Pour les syndicats, cette compression d'effectifs va nécessairement se traduire par une baisse de qualité du service. Par ailleurs, le départ des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur va entraîner une vraie perte d'information. « On va se priver de leur réseau avec les brigades déployées sur tout le territoire », déplore Olivier Périchon, responsable de la Fédération nationale équipement environnement CGT et qui assure que Bison Futé va y laisser des plumes.

L'Indien le plus célèbre de France, qui va avoir, selon lui, « un genou à terre », sera tout simplement moins futé. Il aura, explique-t-il, moins de visibilité pour anticiper les embouteillages, évoquer les points de blocage, les ralentissements... « Ce sera particulièrement vrai sur tout le

réseau secondaire. Bien des événements, comme des manifestations, des accidents, vont nous échapper. Pour les autoroutes, on sera informés par les sociétés concessionnaires qui livrent les informations, mais payantes », dit-il.



L'antenne Bison Futé du CRICR de Lyon.

AUGROS PIERRE/PHOTOPQR/LE PROGRÈS

La réforme aura aussi, selon les syndicalistes, des conséquences sur la gestion en période de crise. « Tout est aujourd'hui bien huilé pour garantir des circuits d'information rapides entre les préfets et les forces de l'ordre sur le terrain. Demain, ce ne sera plus le cas, et ce sera plus compliqué pour faire face à l'urgence, notamment en cas d'épisode neigeux », prédit le responsable CGT, qui admet qu'un toilettage de l'actuelle organisation est nécessaire. Mais, pour lui, la réforme devait justement aller dans le sens d'une plus grande présence de l'État. « Pour plus d'efficacité, il doit mieux coordonner l'action de tous les services impliqués dans l'information sur les routes », dit-il. « À l'heure où la loi Macron va permettre d'ouvrir des lignes d'autocars en France, la route va devenir moins sûre », s'alarme, pour sa part, Jean Hédou.

Au ministère des Transports, pour justifier cette future réorganisation, on met en avant le recours accru aux logiciels et aux circuits informatiques pour gérer toutes ces données. « L'information routière connaît d'importantes évolutions avec l'introduction de nouvelles technologies », dit-on. Et l'on assure aussi que la qualité du service sera maintenu. ■

A. N.